RESiSTONS ENSEMBLE

CONTRE LES ViOLENCES POLiCiÈRES ET SÉCURITAIRES

Bulletin n°34 • Septembre 2005

Résistons ensemble c/o CiCP, 21ter, rue Voltaire, 75011 Paris | Site : http://www.resistons.lautre.net

Recevoir ce bulletin par Internet : resistons_ensemble@yahoo.com | Le recevoir par la poste : envoyer un carnet de timbre pour dix numéros

Le réseau Résistons ensemble a été formé à la suite du Forum de Saint-Denis, le 26 mai 2002, au cours duquel s'étaient rencontrés des collectifs locaux (Lyon, Strasbourg, Rouen, Nantes, Draguignan, etc.) ainsi que des individus et une série d'organisations et d'associations, tous décidés à œuvrer contre les violences policières et sécuritaires. RE n'est donc pas une organisation politique. Son but est d'informer, de briser l'isolement des victimes des violences policières et sécuritaires et de contribuer à leur auto-organisation.

Licence to kill

«Permis de tuer» : ce n'est pas le titre du dernier James Bond, c'est le nom de la politique officielle de la police britannique dans la paranoïa sécuritaire qui a suivi les attentats de Londres. Cette doctrine n'a pas tardé à révéler ses effets puisque, comme chacun sait, un quidam dont le seul tort était de vouloir prendre le métro a été assassiné de sept balles dans la tête par les experts de Scotland Yard. Les récits des témoins contredisent formellement la version officielle : le «suspect» n'était pas vêtu d'un grand manteau qui aurait pu cacher une bombe, il n'a pas cherché à éviter les flics et n'a jamais couru en direction du métro. Il n'est pas non plus sorti d'une maison surveillée : le policier en faction était parti pisser, d'où la confusion. Comme toujours dans les affaires de violences policières, les mensonges les plus grossiers sont proférés par les autorités dans le but d'atténuer ou de diluer la responsabilité des flics.

Cela dit, il ne suffit pas de mettre en cause l'incompétence manifeste de ces policiers qui tirent sur ceux qu'ils sont officiellement chargés de défendre : quelques lampistes, et même le chef de Scotland Yard, pourraient bien démissionner que le problème, qui n'est pas anglais mais mondial, ne serait pas pour autant résolu.

Le problème, c'est que la seule réponse des gouvernements occidentaux aux agissements des islamistes radicaux est policière. Ces gouvernements savent pourtant très bien qu'il ne sera jamais possible d'empêcher les bombes uniquement par la répression : même le plus policier de tous les États policiers n'y arriverait pas. Mais le but de la gesticulation sécuritaire n'est pas de protéger la population : elle est de nier la dimension politique du terrorisme islamique, comme quand Blair ose prétendre que les attentats de Londres n'ont rien à voir avec l'engagement britannique en Irak.

En attendant, la «protection» que l'État offre à ses citoyens ressemble de plus en plus à celle de la Mafia : le «protecteur» est bien d'avantage à craindre que ce contre quoi il est censé nous protéger…

> Terroristes ? quand je veux

Déjà on avait Ben Laden, recruté, formé, payé dans les années 80 par la CIA pour combattre les troupes russes en Afghanistan. Ses moudjahidines devenant des alliés trop gourmands, il est devenu un ennemi, même plus, une sorte de mythe à usage multiple. Aujourd'hui, quand les États-Unis préparent une agression militaire contre l'Iran, Washington a besoin de combattants iraniens. Les voilà : des opposants iraniens réfugiés en Irak, soutenus à l'époque par Saddam contre Téhéran puis réprimés par les américains dans l'Irak occupé et inscrits par le Département d'État sur sa liste des organisations terroristes. Désormais, tout ça c'est fini, oublié, les méchants «terroristes» deviennent, dans la mesure où ils acceptent de se mettre au service de l'agression en préparation, des amis et alliés. Washington les embauche. C'est cynique et immoral, direz-vous. Mais non, c'est tout simplement le contenu du discours sur la «défense de la démocratie contre le terrorisme». Il s'agit de défendre les intérêts des grandes puissances.

> Le bizness de la sécurité

«Homeland security, c'est l'opportunité d'un marché global», explique un grand patron européen cité par Le Monde du 11/08/05. Et le même journal commente : *«L'industrie de la défense, notamment, voit dans le développement de la sécurité antiterroriste un formidable gisement et un moyen pour rentabiliser les investissements, souvent coûteux, dans le domaine militaire.»* On y apprend aussi que Bruxelles investit 250 millions d'euros dans la «recherche antiterroriste», au bénéfice de groupes tels que EADS, Thalès, Dassault…

Le but direct du bizness de la «sécurité intérieure» est de se servir de la peur, inspirée par des attaques terroristes, pour écraser toute mise en cause de nos régimes basés sur l'exploitation et l'oppression. Mais, dans la société capitaliste, tout doit être source de bénéfice. Ainsi, d'énormes profits sont à prévoir, financés par des fonds publics, par le biais de l'industrie de la répression, comme c'est le cas déjà des prisons privatisées. Il ne suffit pas de pendre la victime, il faut que la corde rapporte aussi.

CHRONIQUE DE L'ARBITRAIRE

Une nouvelle police de l'immigration Dominique de Villepin a présenté, début août, son plan d'action contre « l'immigration irrégulière », ou comment mieux organiser la traque des sans-papiers. Une nouvelle police de l'immigration doit se mettre en place d'ici la fin de l'année. La PAF se renforce sur tout le territoire, forte du recrutement de 300 agents dont une dizaine de nouvelles Brigades mobiles de recherche (BMR) ! L'occasion pour le 1er ministre de réaffirmer les objectifs gouvernementaux de 20 000 « reconduites » en 2005. Son plan d'action *« donnera les moyens opérationnels de faire respecter la règle de droit »* (*Le Monde*, 11/08/05), celle qui bâillonne, frappe, expulse par charter entier en collaboration européenne, celle qui multiplie les rafles à Paris, Marseille, Calais ou Saint-Denis…

Traque d'enfant de sans-papiers Le 24 août à Auxerre, une journaliste à Radio France Bleue Bourgogne a été perquisitionnée à son domicile dans le cadre d'une enquête sur la disparition des enfants de Mme M., ressortissante congolaise menacée de reconduite à la frontière. La journaliste avait évoqué la veille, dans un reportage, le sort de cette famille. La police la soupçonnait d'héberger les aînés, âgés de 14 et 15 ans, qui se sont enfuis après l'interpellation dans un centre aéré de leurs jeunes sœurs de 10 et 12 ans, terrorisés à l'idée d'être expulsés dans le pays où leur père a disparu et où leur mère est toujours recherchée… Une manière qu'aurait le gouvernement d'écraser, par l'intimidation et la menace, tous ceux qui dérangent, de près ou de loin, sa politique en matière d'immigration.

La télé, sinon le trou ! Accusés *« d'avoir squatté une des entrées de la résidence Winston-Churchill à Roubaix »*, cinq jeunes ont été condamnés à un mois de prison ferme par le tribunal de Lille (Le Figaro,12/08/05). C'est la loi créant en 2003 le délit « d'occupation illégale d'un hall d'immeuble » qui a été appliqué. Cette condamnation est un message de la société. Jeunes au chômage, rejetés de partout, enfermés dans des ghettos sans équipements sociaux, clubs, ni lieux de réunion : restez chez vous, abrutissez-vous avec *Star académie* ou *Top modèle*… Sinon, au trou ! Voilà le traitement social du chômage.

Le viaduc c'est beau, mais touchez pas au fric ! Le 28 mars 2005, le mouvement lycéen contre le projet de loi Fillon sur l'école appelait à une opération de péage gratuit et de distribution de tracts au Viaduc de Millau. Aujourd'hui, la boîte qui gère l'édifice, la compagnie Eiffage, assigne au tribunal une quinzaine de lycéens, parents d'élèves, enseignants, militants et citoyens et leur réclame plus de 23 000 euros de dédommagements.

Soutien, solidarité : Mme Antoinette NAVAS – 13, rue Saint-Martin, 12100 Millau. Chèques à l'ordre de Comité de soutien aux actions lycéennes.

La sécurité routière à la Sarkozy C'est la famille tranquille qui rentre des vacances. La voiture tombée en panne est remorquée sur l'autoroute. Soudain, les flics surgissent et, brandissant leurs armes, braquent le père, la mère et les 3 enfants âgés de 14, 9 et 6 ans. Tous les mains en l'air, puis fouillés couchés sur le ventre. Enfin l'erreur est reconnue, les flics les ont confondu avec des braqueurs. Traumatisés, les enfants font des cauchemars la nuit (*Le Parisien*, 4/08/05). De quoi se plaignent-ils ? Aucune balle n'est partie.

Le Technival tourne court Le dernier week-end de juillet, un Technival était organisé à Mlyvec, en Tchéquie. Le chef du gouvernement décidait soudain d'empêcher la tenue de la fête pourtant jusque-là autorisée et envoyait ses flics intervenir brutalement. Malgré la résistance des teuffeurs décidés à ne pas se laisser faire, au soir du samedi 30, la police parvenait à faire fuir tous les participants. Bilan : un jeune tchèque mort écrasé par un véhicule de police, une quinzaine de blessés hospitalisés, une centaine d'autres plus légèrement touchés.

Silence, on tue !

En France, ce sont quelque 15 000 morts par maladie professionnelle qui sont recensés par l'Institut national de veille sanitaire (InVS) en 2000 (un chiffre en hausse). Une autre étude du ministère de l'Emploi montre que 2,37 millions de salariés sont exposés à des produits cancérigènes. En Europe de l'ouest, le coût humain de l'utilisation de l'amiante dépassera les 600 000 décès pour les 35 ans à venir (chiffres de l'épidémiologiste J. Peto paru dans le bulletin de l'ANDEVA en juin 1999). Les conséquences mortelles du produit sont connues depuis le début du XXe siècle (en France, le premier procès pour empoisonnement professionnel par l'amiante date de 1924), mais les perspectives économiques prévalent sur la vie des travailleurs. Le Canada, principal producteur d'amiante, a porté plainte auprès de l'OMC au nom de la « liberté du commerce international » contre la décision française d'interdire l'amiante depuis janvier 1997. Saint-Gobain, un des fabricants d'amiante, s'est reconverti dans le désamiantage en France tout en poursuivant son activité à l'étranger, en particulier au Brésil… Le carnage continue. Les récents attentats de Londres, événements terribles s'il en est, sont loin d'atteindre de telles proportions… Autant de travailleurs, d'hommes et femmes, morts, résultat d'un terrorisme qu'on voudrait passer sous silence.

SUR LE ViF *Sarkozy crache sur les morts*

« La difficulté, c'est que tout un tas de gens, qui n'ont pas de papiers pour certains, s'amassent à Paris, qu'il n'y a pas de conditions pour les loger ». Cette phrase immonde, Nicolas Sarkozy a osé la prononcer la nuit même de l'incendie qui a coûté la vie à quatorze enfants et cinq adultes dans un immeuble du XIIIe arrondissement (*Le Monde*, 27/08/05). Le ministre de l'Intérieur se trouvait alors sur les lieux du sinistre : à peine deux heures avant, des parents paniqués hurlaient que leurs enfants se trouvaient bloqués dans les étages, les pompiers descendaient des corps inertes par les échelles disposées sur la façade, des flics dépassés repoussaient la foule avec brutalité et allaient même jusqu'à interpeller un homme affolé qui hurlait devant eux… Un témoin

D'un autre témoignage, le dimanche 28 août en fin de manifestation : *« Comme d'habitude, la police se met en place dès que les médias disparaissent. Vers 20 h j'ai en ai fait la remarque aux caméras qui pliaient bagage ; " dans moins de 5 minutes, après votre départ, les flics vont pouvoir charger les manifestants présents sur la place". Je suis allée voir le "chef" des R.G., en lui demandant de ne pas déclencher ces violences sur ces jeunes et mères de famille avec enfants et bébés encore présente….et les grenades et les coups sur certains manifestants sont parties tirés sans distinction… »*

AGiR Non à la répression du mouvement lycéen



Procès d'Antoine le 22/09, 22e chambre à 13h30, M° Cité, soyons nombreux pour le soutenir. **Meeting VEND 16/09, 19h** Bourse du travail – 3,rue du Château-d'eau, M° République. **Soutien financier**, à l'ordre de CDPE Paris – Souscription soutien Lycéens, à envoyer à FCPE Paris, 14 rue d'Astorg, 75008 Paris. **Pétition à signer sur le site http://fcpe94.org**. Un lycéen passera en procès le 16/09 au tribunal de Bordeaux pour outrage à agent, les faits s'étaient passés lors du blocage de son lycée. Ils organisent manifestation de soutien devant le tribunal.

Indymedia Paris Île-de-France face à la Justice Défendons la liberté d'expression, solidarité ! Venez soutenir Indymedia. **1er procès : le 8 septembre, 17e chambre, à 13h30 ; 2e procès : le 22 septembre, 17e chambre, 13h30, M° Cité.**

Infos sur http://paris.indymedia.org/article.php3?id_article=40610

Alternation/pétition/expulsion Le squat Alternation, présent dans le XIIe à Paris depuis cinq ans et demi, est menacé d'expulsion pour la mi-septembre. **Pétition** : http://www.PetitionOnline.com/A2119. **7 concerts contre l'expulsion de l'Alternation** du 27/08 au 10/09 2005 – programmation : http://alternation2119.com